

MOUTIER Face au déficit structurel récurrent, Interface en appelle à tous les partis

Finances: table ronde réclamée

MICHAEL BASSIN

L'état des finances communales de Moutier – l'un des thèmes qui étaient au cœur de la campagne électorale de novembre dernier – continue de tenir le haut du pavé. Par la voix de René Wahli, le Groupe Interface a déposé une motion interne urgente à ce sujet lors du dernier Conseil de ville.

Interface demande au bureau du Conseil de ville «de proposer et d'organiser, en collaboration avec le Conseil municipal et le département des finances, la mise en place d'une table ronde réunissant les partis et groupes politiques représentés au Conseil de ville.» Le but? «Trouver un consensus sur l'objectif financier à atteindre en matière d'assainissement des finances et établir des propositions de mesures aptes à atteindre cet objectif.»

Le but: trouver un consensus entre partis

Si Interface propose ce dialogue entre partis, c'est parce que Moutier doit faire face à un déficit structurel récurrent ces dernières années (budgets déficitaires de 1,5 mio en moyenne). A force, la fortune fond comme neige au soleil. A fin décembre 2013, celle-ci s'élevait à 3,5 mios mais si les déficits prévus aux budgets 2014 et 2015 sont respectés, elle serait ramenée à quelque 130 000 francs.

Par conséquent, Interface estime aujourd'hui «primordial d'inverser cette spirale en s'en donnant les moyens.» La table ronde, note le groupe, permettrait de rassembler les idées et les réflexions de tous pour ensuite en débattre dans le but d'aboutir à un consensus. «Tout doit être mis en œuvre pour que, dès cette année déjà, le prochain budget proposé soit équilibré ou, pour le moins,



L'état des finances inquiète les partis politiques à Moutier. Interface et le Rauraque ont lancé des pistes. A

qu'il tende à l'être.» René Wahli souligne que les finances ne sont «ni de gauche, ni de droite, ni du centre, mais de la responsabilité de tous.» Et d'espérer que les déclarations d'intention des partis formulées en fin de dernière législature se concrétisent désormais.

L'urgence demandée

Dans la mesure où l'élaboration du budget se prépare dès le milieu d'année et afin que les réflexions de la table ronde puissent être prises en compte par la commission des finances, Interface souhaite la mise en place de cette grande discussion dans les meilleurs délais. Raison pour laquelle l'urgence est demandée.

Rappelons qu'une motion interne permet à tout conseiller de ville de demander qu'un objet concernant exclusivement le législatif soit mis en discussion. Le Conseil municipal ne se prononce pas, mais peut participer à la discussion. ●

Gain sur les logiciels?

RAURAQUE L'utilisation de logiciels libres dans l'administration communale pourrait certainement permettre de dégager des économies. C'est la suggestion du Rauraque, qui demande au Conseil municipal de mener une étude détaillée à ce sujet.

Dans sa motion, le Rauraque souligne que la situation financière actuelle de Moutier, «préoccupante», exige que chaque dépense soit étudiée minutieusement. Ceci dans tous les domaines. Et le Rauraque d'imaginer que les dépenses en termes de licences logicielles représentent une part importante du budget de l'administration. «Dès lors, nous nous interrogeons sur l'opportunité de diminuer ces dépenses tout en gardant une qualité de service équivalente. Tout le monde a déjà entendu parler des logiciels libres qui sont développés par des structures collaboratives et offertes à tout un chacun de manière libre. Ces dernières années, l'avancée de ces logiciels est telle qu'il existe des alternatives égalant presque toutes les applications de bureautique et de gestion conventionnelles.» Et le Rauraque de relever que ces outils sont utilisés depuis plusieurs années dans de nombreuses administrations d'envergure (française, italienne et néerlandaise). «Ceci leur a permis des réductions drastiques des coûts», notent les motionnaires emmenés par Julien Berthold. Bref, le Rauraque estime que le remplacement des solutions coûteuses actuelles par des logiciels libres pourrait être l'occasion de réaliser facilement des économies substantielles sans que les prestations à la population ne soient péjorées. ● MBA